

Interrogée sur TF1 à propos de la phrase de son époux sur les non-vaccinés qu'il veut « emmerder », Brigitte Macron a lancé : « *Je lui ai fait étudier Rabelais, qui avait aussi un langage fleuri.* »

Certes, mais, jusqu'à preuve du contraire, Rabelais n'a jamais été président de la République.

L'ÉDITO :

Les retraité-es font fermer Colbert



Comme décidé en Réunion Mensuelle, nous nous sommes rassemblés ce 27 janvier devant l'ancienne Poste Colbert pour porter et faire valoir nos justes revendications à la DNAS.

Que croyez-vous que la Poste fit?

Empêchant ainsi toute discussion, devant une vingtaine de retraités pacifiques, elle a carrément fermé les grilles de l'Immeuble Colbert (empêchant au passage, des travailleurs d'y rentrer) et daignât même pas être réceptrice en main propre du tract listant les revendications: c'est l'agent de sécurité qui a dû jouer au facteur.

Un comble non dans ce haut lieu de facteurs?

On n'a pu que constater le manque de considération et le mépris qu'elle accorde aux retraités, mais peut être aussi la frousse que l'on vienne « contaminer » les agents de la « vitrine de la Poste »

Mais on reviendra les a-t-on averti.

On lâche rien, et on sera plus nombreux encore !

18 janvier22: une AG qui fait du bien !

Un peu ternie par le Covid qui a freiné la présence de nombreux camarades, une Assemblée Générale où la volonté de s'engager résolument dans les actions a prévalu sur les lamentations d'une situation sanitaire, économique, sociale tendue et complexe. Des inquiétudes certes mais la volonté de ne pas se laisser submerger par le climat anxigène du moment. Et le meilleur « vaccin » que propose le Docteur CGT, c'est de mener des luttes tout azimut pour faire entrer le social dans les programmes présidentiels.

Notre section, forte de 245 syndiqués (+15 par rapport à 2021 avec son action spécifique du 27 janvier (voir ÉDITO) s'inscrit pleinement dans ce mouvement. Et elle prend date pour les 18 mars (manifestation à Nice contre les idées d'extrême droite) et le 24 mars suite de l'action du 2 décembre et des actions et manifestations au niveau des régions)

Quelques morceaux de pizza autour d'un verre pour clôture cette réunion



LÉGÈRE OUVERTURE ...

Cette fois ci, pas besoin de lettre comme celle que notre Section Syndicale de Retraités et le syndicat FAPT Poste 13 avait fait parvenir à la DNAS, lettre qui avait reçu une réponse favorable (1er victoire) Voir l'article sur le site En effet, dans sa Lettre du Portail Malin du 06/01/22 Véhiposte propose la mise en vente de véhicules

d'occasion aux collaborateurs du Groupe (CDD, CDI et retraités), un catalogue en ligne avec des tarifs attractifs, sans frais de vente, pour des véhicules d'occasion du Groupe."

Vous retrouverez toutes les informations sur le lien suivant Vehiposte ou sur le Portail Malin www.portail-malin.com (Utilisateur : OFFRE mot de passe SOCIALE)

Nous voilà donc récompensés de notre opiniâtreté et encouragés à enfin arracher la revendication dans sa totalité : Ouverture aux retraités de toutes les offres contenues dans le Portail Malin (comme pour les actifs)

LES NOUVEAUX PESTIFÉRÉS

Autrefois, les pestiférés étaient tenus à l'écart des villes, souvent enfermés dans des léproseries. Dans les rues, ils devaient faire résonner leur crécelle. Ils étaient exclus de toute vie sociale. Aujourd'hui le même sort semble réservé à tous ceux qui refusent, pour une raison ou une autre, de se soumettre à l'obligation vaccinale. Déjà interdits de tous les lieux festifs, les voilà jugés responsables de l'engorgement des hôpitaux, du port du masque des enfants, certains commentateurs appellent même à les voir interdits de réanimation ou de remboursement de soins hospitaliers. N'oublions pas que les non-vaccinés contribuent comme tous les autres au bien commun en réglant leurs cotisations sociales. Loin d'être les "égoïstes" qu'on accuse d'être, ils participent à la veille sanitaire en respectant autrui tout autant que les vaccinés. Et puis sont-ils les seuls porteurs du virus ? Vaccinés, non-vaccinés peuvent être testés positifs. Non, ce ne sont pas les non-vaccinés qui créent l'épidémie et les difficultés où se trouvent

aujourd'hui certains hôpitaux ! Non, le laboratoire Pfizer n'est pas un laboratoire lambda, mais une entreprise condamnée à de nombreuses reprises pour manquement à la santé de tous et qui engrange sur notre dos des bénéfices faramineux au terme de contrats signés dans l'opacité la plus totale ! Non, les menaces et le chantage ne sont pas une façon de gouverner ! Oui, le gouvernement de M. Macron profite de cette épidémie pour finir de démanteler l'hôpital public et mettre en place un modèle de gestion des populations digne des plus noirs cauchemars. Chaque épidémie, chaque crise politique a ses boucs émissaires pour diviser le peuple. Ne succombons pas à la "communication" illisible du gouvernement entre ceux qui doivent rester chez eux, ceux qui, positifs, peuvent aller travailler, ceux qui se contaminent debout !

Les mesures d'exceptions s'enchaînent et se ressemblent, des milliers de personnes vont pouvoir contrôler nos papiers et c'est la démocratie qui est en quarantaine.

Ceci n'est pas une blague...

Par Nathalie Carmeni | Journaliste NVO



L'info qui circule sur les réseaux sociaux depuis quelques jours déclenchant des salves d'hilarité est à l'évidence une « fake news »: « *Le gouvernement vient d'obliger Leclerc à vendre 3/4 de sa production de baguettes de pain au prix de 20 centimes d'euros l'unité à tous ses concurrents* (les pauvres n'ont pas de fours à pain et ne disposent d'aucun savoir-faire en boulangerie, ce qui les handicape sérieusement pour concurrencer Leclerc). *Du coup, pour pouvoir continuer de vendre ses baguettes à 29 centimes l'unité à ses clients, Leclerc va devoir les racheter au prix de 89 centimes à ses concurrents. Disposant encore (mais pour combien de temps ?) du droit de s'exprimer publiquement, Leclerc dénonce à hue et à dia une décision politique absurde et ubuesque qui aboutit à une spoliation contraire à toutes les lois du marché* ».

Fin de la blague et retour au réel: le gouvernement français vient de décider d'obliger EDF, principal producteur d'électricité de France et d'Europe, à racheter sa propre électricité jusqu'à 300 euros le MWH sur les marchés de gros afin de la revendre à ses concurrents (les pauvres ne disposent d'aucune centrale et ne savent pas produire de l'énergie) au prix de 46,20 euros le MWH.



Cherchez l'erreur. Ou mieux, tentez de décrypter la logique économique, bien qu'elle soit sans doute « trop subtile » pour le commun des mortels. A moins que, pour paraphraser Magritte auteur de « Ceci n'est pas une pipe: Ceci n'est pas une blague.

SUR VOTRE AGENDA

Mars 2022						
Sem.	Lu	Ma	Me	Je	Ve	Di
9		1	2	3	4	5
10	7	8	9	10	11	12
11	14	15	16	17	18	19
12	21	22	23	24	25	26
13	28	29	30	31		

Contre les idées d'Extrême droite
18 mars 2022
Rassemblement régional à Nice !

Des départs collectifs seront organisés

Vers un grand 24 mars

Le 24 mars 2022, le groupe des neuf organisations syndicales et associatives de retraités appelle à des rassemblements en région. D'ici là, de nombreuses initiatives qui vont jalonner le premier trimestre pour les retraités.

Et même si Macron voudrait bien les voir confinés et oubliés, gageons que les retraité-es seront là.

Le Monde d'ORWELL

Le Conseil Constitutionnel vient d'autoriser l'utilisation de drones de surveillance ainsi que l'analyse par reconnaissance faciale des images captées par la police et la gendarmerie

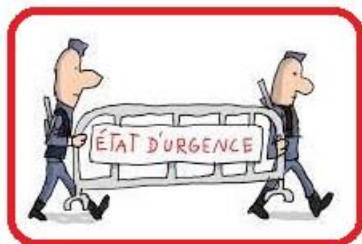
Contrat d'épargne -retraite

- En juillet 2022, les personnes qui ont eu la possibilité de verser de l'argent sur des contrats d'épargne retraite pourront les consulter sur le site www.info-retraite.fr. Ce n'est pas du luxe, les sommes oubliées sur un compte, non liquidées à 65 ans, se chiffrent à 5,4 milliards d'euros !

Le saviez-vous ?

Nous devons le mot sandwich au comte de Sandwich, dont le cuisinier inventa, au XVIIIe siècle, ce repas sommaire pour éviter à son maître de quitter sa table de jeu. Ben quoi, il n'y avait pas Uber à l'époque !

Trois ans sur six en État d'urgence



Entre novembre 2015, quand l'état d'urgence est déclaré au lendemain des attentats de Paris, et mars 2020, quand l'état d'urgence est à nouveau déclenché pour faire face à la pandémie de COVID 19, la France aura passé trois des six dernières années en "état d'urgence". Ce cadre juridique est devenu un mode de gouvernance banalisé, permettant aux gouvernements successifs de mettre en place un arsenal de lois réactionnaires. La loi « Sécurité Intérieure et lutte contre le terrorisme » (SILT) du 30 octobre 2017 renforcée par les lois « sécurité globale » (25 mai 2021) et « relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement » (juillet 2021) vient inscrire dans le droit commun les mesures restrictives de l'état d'urgence terroriste. Avec le « projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire » (5 août 2021), puis, récemment, le « projet de loi renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire » qui introduit le passe vaccinal, le gouvernement suit cette même logique de restrictions durables des libertés et droits fondamentaux. La loi SILT et ses suites entérinaient les assignations à résidence, les perquisitions administratives et la remise en cause du droit de manifester, le passe vaccinal installe la banalisation du contrôle d'identité, l'utilisation du confinement, la suspension du salaire, le conditionnement de l'accès à la culture et aux loisirs et une fracture artificielle dans la société entre vaccinés et non-vaccinés.

Par le renforcement des outils de répression, les « états d'urgences » successifs sont des laboratoires parfaits pour imposer par la violence des politiques austéritaires et antisociales : «loi Travail », Ordonnances Macron, réforme des retraites, réforme de l'Assurance Chômage,... Ces 6 dernières années auront vu patronat et gouvernement main dans la main pour offrir au secteur privé de nouveaux marchés, gaver les entreprises d'aides publiques sans contrepartie et arracher au monde du travail ses dernières conquêtes issues du Conseil National de la Résistance. En conclusion, derrière une façade « d'union nationale », les « états d'urgence » donnent de nouveaux outils répressifs à l'encontre d'une majorité pour permettre d'engraisser une minorité de riches privilégiés



Pour ceux qui ont raté l'AG du 18 janvier (et les autres)

Séance de rattrapage avec la réunion mensuelle du mois de Fevrier 2022

LE PRÉSENTIEL C'EST ESSENTIEL POUR UNE VIE DÉMOCRATIQUE

Réunion mensuelle

Mardi 22 février

DE 9 H 15 A 12 H

Section Syndicale des Retraité-es CGT FAPT Poste 13
55 av. de la Rose- La Brunette Bt D.ext - 13013 Marseille

"Je ne perds jamais. Soit je gagne, soit j'apprends" -Nelson Mandela